

Les personnes handicapées sont encore très stigmatisées au Bénin. Le handicap y est encore régulièrement perçu comme une fatalité et comme une punition. Les enfants handicapés sont considéré comme des fétiches, et souvent cachés. L'éducation et l'emploi sont jugés comme inaccessibles pour une personne handicapée. Grâce au travail des organisations de personnes handicapées et des ONGs, la situation évolue progressivement, surtout dans les départements de l'Atlantique et du Littoral où la vie associative est plus active.

Présence de HI dans le pays

Le programme Bénin a débuté en 1999 suite à une demande de formation des techniciens orthoprothésistes du Centre National Hospitalier et Universitaire (CNHU) de Cotonou.

Entre 2003 et 2010, HI a dynamisé les échanges entre les programmes nationaux de lutte contre l'ulcère de Buruli du Togo, du Bénin et du Ghana. Durant cette période, le Bénin a bénéficié seulement de quelques missions courtes.

En 2010, le bureau HI a été rouvert à Cotonou suite à une demande du ministère de la Famille et de la Solidarité nationale. HI avait mis en place plusieurs projets dès sa réouverture : un projet de lutte contre la filariose lymphatique, un projet de promotion des droits des personnes en situation de handicap, un projet de sécurité routière ainsi qu'un projet de DLI. Le projet DECISIPH de promotion des droits des personnes handicapées a permis de redonner vie au mouvement associatif béninois et de créer un interlocuteur sérieux et fiable pour le gouvernement.

En 2013/2014, HI a lancé de nouveaux projets dont l'éducation inclusive, ainsi que le développement local et inclusif. Le projet de développement local et inclusif a eu un vrai impact au niveau de Cotonou avec l'élaboration d'un recueil des normes minimales d'accessibilité à l'usage des communes et la relance du processus d'élaboration du code de construction inclusif. HI est depuis devenu une vraie référence dans le domaine de l'accessibilité et un interlocuteur systématique pour le gouvernement.

Projets

Titre du Projet	Secteur d'intervention	Bailleurs	Période de financement
Projet Sécurité Routière	Sécurité Routière	Royaume de Belgique: Direction Générale de la Coopération au Développement (DGD)	Janvier 2018 – Décembre 2021 (4 ans)
Projet Insertion Professionnelle	Insertion Professionnelle	DGD Agence Française de Développement (AFD)	Janvier 2018– Décembre 2021 (4 ans)
Projet Education Inclusive*	Education Inclusive	AFD	Janvier 2018 – Décembre 2021 (4 ans)
CAPAF-SEC*	Prévention et Réduction des Violences Armées	Centre De Crise et de Soutien (CDCS) (France)	Juillet 2017 – Novembre 2018 (16 mois)

Bailleurs




Equipe HI au Bénin



L'équipe de HI au Bénin se compose de 10 employés.

Benin






Secteur d'intervention	Objectifs	Type d'intervention	Bénéficiaires	Partenaires Opérationnels	Localisation
Projet Sécurité Routière					
<p>Prévention & Santé</p> 	<p>Améliorer la situation des usagers de la route à travers une gestion efficace de la sécurité routière au Bénin.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Rédaction et adoption d'un nouveau code de la route • Renforcement et mobilisation des acteurs de la sécurité routière autour de la mise en œuvre d'un plan d'action national de sécurité routière. 	<ul style="list-style-type: none"> • 26 000 jeunes usagers vulnérables • 25 représentants des OSC et des OPH actives dans le domaine de la sécurité routière • 20 cadres et agents du CNSR • 10 formateurs et 1000 recrues de la police 	<ul style="list-style-type: none"> • Ministère des Travaux Publics et des Transports (MTPT) • Centre National de Sécurité Routière (CNSR) • Réseau National des Associations pour la Sécurité Routière (RENASER) 	<p>Département du Littoral et de l'Atlantique</p>
Projet Insertion Professionnelle					

<p>Insertion</p> 	<p>Améliorer l'insertion économique et professionnelle des personnes handicapées au Bénin</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Diagnostic local sur l'accès à l'emploi pour les personnes handicapées • Renforcement des capacités de l'ANPE et des centres de formation • Sensibilisation des entreprises sur le sujet du handicap • Mise en place d'un fond d'appui aux entreprises 	<ul style="list-style-type: none"> • 620 jeunes en situation de handicap • 3 centres de formation et promotion sociale • 40 cadres d'entreprise • 10 entreprises • 5 prestataires de services dans le domaine de l'insertion professionnelle 	<ul style="list-style-type: none"> • Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE) • Fédération des Associations de Personnes Handicapées au Bénin (FAPHB) • Les centres de formation et de promotion sociale 	<p>Département du Littoral et de l'Atlantique</p>
<p>Projet Education Inclusive</p>					
<p>Education Inclusive</p> 	<p>Améliorer de manière tangible les conditions de vie des personnes handicapées et des populations vulnérables à travers une approche inclusive et participative.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Plaidoyer pour la prise en compte des enfants handicapés dans les politiques et stratégies éducatives du pays. • Organiser des consultations des enfants handicapés vers des prestataires de soins • Former et soutenir les enseignants 	<ul style="list-style-type: none"> • 500 enfants handicapés • 238 enseignants • 4 écoles spécialisées • 10 agents des services techniques déconcentrés • 2 ONG • 5 centres RBC 	<ul style="list-style-type: none"> • Ministère des affaires sociales et de la microfinance • ONG La Colombe – Hibiscus • ONG Equilibre Bénin • Ministère des enseignements maternel et primaire 	<p>Département du Littoral et de l'Atlantique</p>



		dans le domaine de l'éducation inclusive.			
Projet CAPAF SEC					
<p>Prévention & réduction des violences armées</p> 	<p>Contribuer à la sécurité des populations et au développement socio-économique en Afrique francophone.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités du Centre de formation CPADD. • Renforcement des capacités techniques des autorités nationales et organisations de la société civile en matière de gestion de la qualité des actions déminage et de gestion des stocks d'armes et de munitions • Préparation à la 	<ul style="list-style-type: none"> • 3 commissions nationales de lutttes contre les armes légères et de petit calibre (Sénégal, Guinée-Bissau, Bénin, Niger et Tchad) • 2 Commissions Nationales de lutte contre les mines (Sénégal et RDC) • Le CPADD (Centre de perfectionnement aux actions post conflictuelles de déminage et de 	<ul style="list-style-type: none"> • Le CPADD (Centre de perfectionnement aux actions de déminage et de dépollution) • Les commissions nationales de lutttes contre les armes légères et de petit calibre (Sénégal, Guinée-Bissau, Bénin, Niger et Tchad) 	<p>Bénin ; Guinée-Bissau ; Niger; RDC; Sénégal ; Tchad</p>



		<p>mise en place d'intervention de sécurisation des territoires et populations</p>	<p>dépollution)</p> <ul style="list-style-type: none">• 14 spécialistes en gestion des munitions issus des pays africains francophones	<ul style="list-style-type: none">• Les commissions Nationales de lutte contre les mines (Sénégal et RDC)	
--	--	--	--	---	--